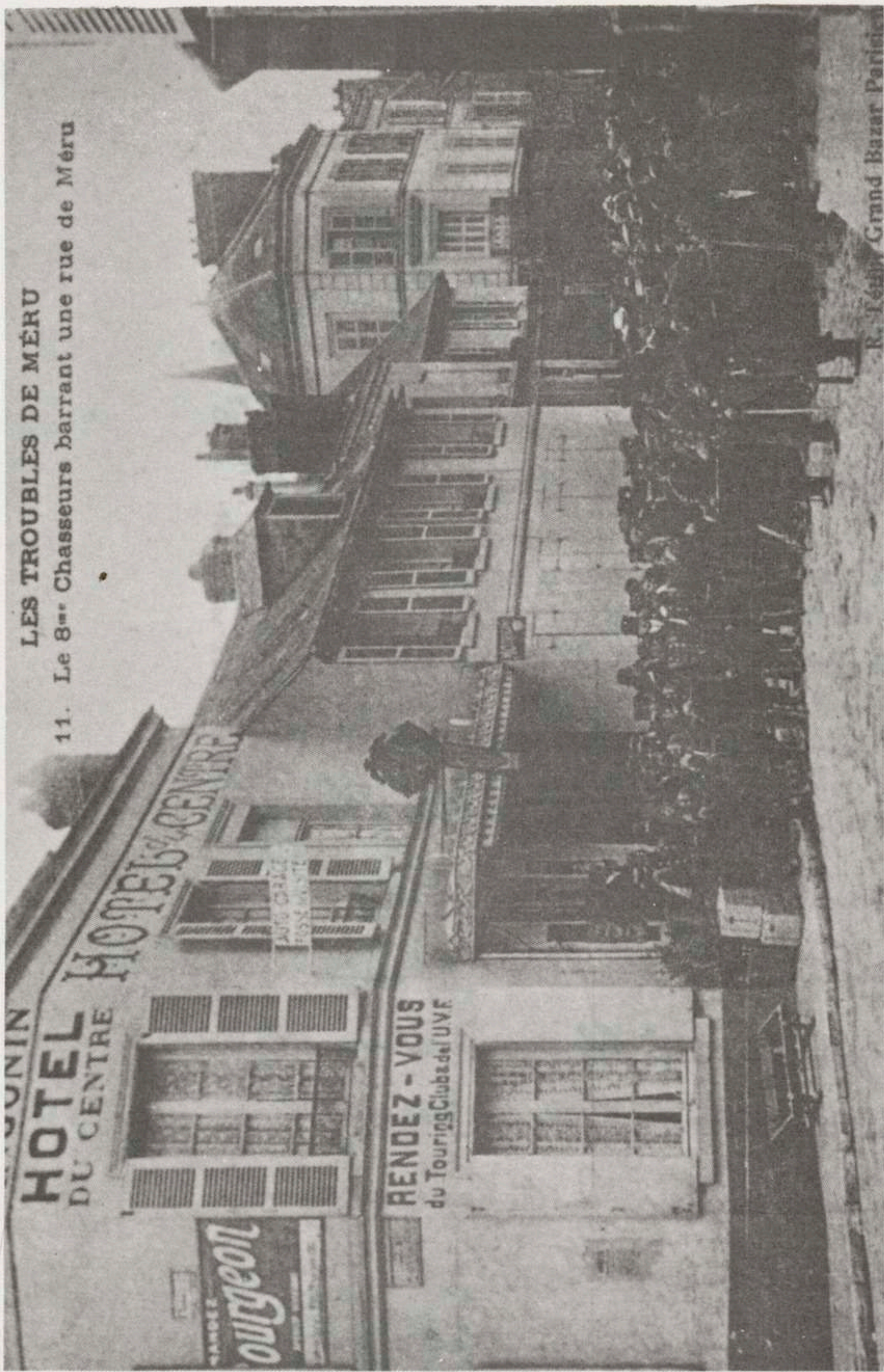


12. LES TROUBLES DE MÉRÜ
Colonne des Grévistes revenant à Méru

(E/D)

Photo N° 3



11. Le 8^{me} Chasseurs barrant une rue de Méru

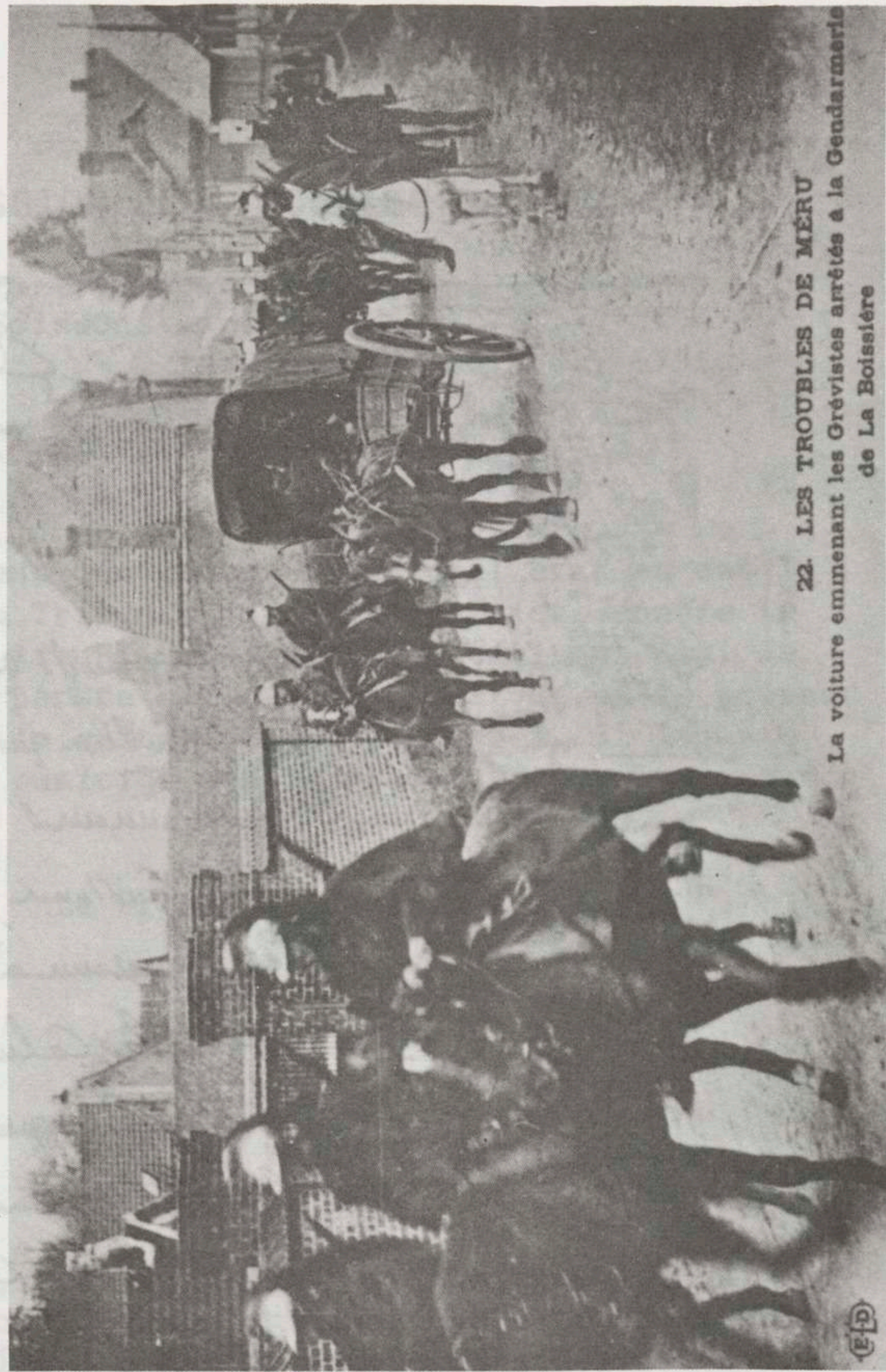
Photo N° 4



Le Général Joffre, le Général Nicolas et le Préfet Meunier,
félicitant le Brigadier de Gendarmerie
chargé de la défense de l'Usine Doudelle

(E/D)

Photo N° 5



22. LES TROUBLES DE MÉRÜ
La voiture emmenant les Grévistes arrêtés à la Gendarmerie
de La Boissière

Photo N° 6

APERCU DU MOUVEMENT OUVRIER PICARD AVANT 1914 A TRAVERS LES BIOGRAPHIES DE SES MILITANTS

Elie FRUIT

PREAMBULE

Le titre même du présent article situe les limites de son objet. Il ne saurait en effet être question de retracer en quelques lignes et de manière approfondie un siècle d'histoire ouvrière, fût-elle ramenée à la dimension d'une région.

Par ailleurs, l'obstacle matériel mis à part, il faut reconnaître qu'au-delà d'un simple survol, la perspective d'une reconstitution sous ses différents aspects (économique, psychologique, politique) de la réalité ouvrière impliquerait le rassemblement de données quantitatives précises, par exemple en matière de salaires, de coût de la vie, de structures corporatives, d'effectifs syndicaux, de statistiques électorales, etc ..., qui sont, du moins pour le moment, hors de notre portée.

Car, en dépit de la mine de renseignements inestimable qu'il représente, le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français (1), qui a été notre source quasi-exclusive, ne peut à lui seul apporter toutes les réponses à ce type d'interrogations ; encore que la panoplie des sources primaires passées au crible par Jean MAITRON et ses collaborateurs, et dont les références figurent in fine des biographies, soit impressionnante : dossiers d'archives policières et judiciaires (nationales et départementales), comptes rendus des congrès, presse et littérature ouvrières ouvrages doctrinaux et historiques, etc ... ; elle pourrait sans aucun doute ouvrir la voie à une étude de fond.

Notre dessein, beaucoup plus modeste, se borne à tenter de jalonner les étapes et de marquer les traits essentiels du mouvement ouvrier naissant dans les trois départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme, depuis la Restauration jusqu'à la première guerre mondiale, en distinguant, afin de coller à l'ordre du "Dictionnaire", les deux périodes que sépare la création de la première "Internationale ouvrière" de 1864.

I - PERIODE 1815 - 1864

En l'absence d'indications relatives à la présence d'organisations ouvrières durant cette période (nous supposons qu'elles devaient être fort peu nombreuses, n'ayant trouvé trace que d'une société de secours mutuels des typographes à Amiens, créée par VIVIEN, un représentant de la tendance du christianisme social qui fut conseiller municipal de la ville de 1888 à 1903), les cinquante-huit biographies se rattachant à cette période (neuf pour l'Aisne, treize pour l'Oise, trente-six pour la Somme) ont été observées sous deux angles :

- l'appartenance socio-professionnelle (pour autant que la biographie l'indique, ce qui est le cas pour quarante-huit d'entre elles) ;

(1) Ouvrage collectif dont 15 tomes sont parus à ce jour, couvrant la période 1789-1914.

- la forme d'action : soit la participation du militant à un mouvement d'idées, soit plus généralement l'accomplissement d'un acte qui l'a signalé à la vigilance de la police ou qui l'a fait condamner.

1. LA REPARTITION SOCIO-PROFESSIONNELLE DE L'"ECHANTILLON

Ce qui surprend de prime abord, c'est que la proportion des ouvriers ne soit pas supérieure à celle des membres des autres catégories socio-professionnelles.

En face de vingt quatre ouvriers recensés (six du textile et du vêtement, cinq du bâtiment, deux de la métallurgie, cinq de l'agriculture et six divers), nous trouvons en effet dix membres des professions libérales (deux imprimeurs-gérants de journaux, deux hommes de lettres, un avocat, un journaliste, un professeur, un docteur en médecine, deux pharmaciens), auxquels il faut ajouter : trois patrons de l'industrie, un artisan, cinq commerçants, un cultivateur et quatre employés ou agents de services publics.

2. LA PARTICIPATION AUX MOUVEMENTS D'IDEES

En dépit de la faiblesse quantitative de l'échantillon, il n'en ressort pas moins évident que les adeptes des diverses formes du "socialisme utopique" de l'époque appartiennent dans leur grande majorité - et ceci n'est pas pour nous étonner - à des professions de type intellectuel.

Ces doctrinaires picards ont nom :

- CHORON Marie, avocat parisien installé à Soissons, auteur vers 1839 d'un Petit Catéchisme de la réforme sociale ;
- GASTINEAU Benjamin (1823-1903), auteur d'un ouvrage sur PROUDHON et rédacteur du journal Le Guetteur de St Quentin qui diffusait en particulier les idées de FOURIER ;
- GLATIGNY, fouriériste de Laon, auteur d'une brochure : Les Boulangeries sociétaires, leur organisation et projets de statuts ;
- GODIN Jean-Baptiste (1817-1888), le célèbre fondateur du "Familistère" de Guise et disciple de FOURIER ;
- LIEBE, cultivateur à Trosly-Loire, près de Coucy-le-Château, correspondant du Globe, journal saint-simonien ;
- BAZIN, fondateur en 1823 d'une colonie agricole d'orphelins au Mesnil.
- Saint-Firmin (Oise) qui, en 1833, collaborait à l'Européen, organe des buchéziens.

Il est difficile de ne pas faire de rapprochement entre la sous-représentation relative de la classe ouvrière dans cet échantillon, de même que son absence de participation apparente aux mouvements d'idées, et l'inexistence d'un mouvement organisé (sur le plan syndical ou politique) exprimant ses aspirations.

Par contre, quand il s'agit d'actes isolés de révolte ou de contestation, les ouvriers ne semblent pas, dans ce domaine, les derniers à se faire repérer par la police ou à s'exposer aux foudres de la justice.

3. LES ACTES DELICTUEUX

Indépendamment des cas de "suspects" (vingt-trois au total), au sujet desquels reviennent fréquemment les expressions policières : "opinions démagogiques avancées", socialiste "avancé" ou "dangereux", nous

avons relevé vingt neuf délits ayant valu à leurs auteurs des poursuites, souvent suivies de condamnations. Ces actes délictueux peuvent être ramenés en gros à quatre catégories :

3.1. Coalitions (deux cas)

Il faut se souvenir que le "droit de coalition" n'a été reconnu aux ouvriers que sous le Second Empire, en 1864 ; auparavant la grève était interdite.

Dans l'un des cas, le principal instigateur de la grève fut condamné à vingt ans de travaux forcés (il convient toutefois de préciser que l'intéressé s'était également rendu coupable de menaces à l'égard de l'employeur).

3.2. Manifestations contre la vie chère (deux cas)

L'une de ces manifestations, animée par un bûcheron, eut lieu dans la région de Villers-Cotterets en janvier 1817, pour protester contre la cherté des subsistances ; les manifestants réclamaient notamment une taxation du blé.

3.3. Propos séditieux à l'encontre du régime ou du chef de l'état (cinq cas)

Ces délits furent sévèrement réprimés (de deux à six mois de prison). En avril 1830, un marchand-colporteur de la Somme fut même arrêté pour avoir fait courir le bruit que l'Empereur Napoléon n'était pas mort et allait incessamment revenir en France ...

3.4. Délits de presse, propagation d'imprimés (vingt cas)

Les intellectuels en particulier (six cas sur vingt) ont payé un lourd tribut à la répression qui frappait cette forme de délit.

En 1846, HAMET, libraire à Roye, fut condamné à la prison pour avoir lancé le journal du Santerre et du Noyonnais qui avait la réputation, en vérité peu méritée, d'être "babouviste".

En 1858, les deux imprimeurs-gérants du Guetteur de Saint-Quentin furent condamnés, au vague motif qu'ils n'avaient pas suspendu leur publication au moment de la retraite d'un rédacteur avec lequel ils avaient cessé de s'entendre, et pour n'avoir pas consigné l'amende encourue dans le délai de trois jours. En fait, leur seul tort était d'imprimer un journal qui, selon le Préfet, "excitait la classe ouvrière contre l'ordre de choses établi". Le Guetteur fut d'ailleurs supprimé peu de temps après cette affaire.

Encore plus lourdement frappé fut le pharmacien Joseph CHEVALIER d'Amiens, démocrate-socialiste, élu à l'Assemblée constituante de 1848. Au début du mois de mai 1849, il avait fait distribuer différents imprimés de propagande en vue des élections toutes proches à l'Assemblée législative mais il avait négligé de se conformer à certaines obligations (le dépôt des imprimés dans les mairies, notamment). Dénoncé le 8 mai, CHEVALIER fut arrêté le 12, veille du scrutin. Le 31, il fut condamné par le tribunal de police correctionnel de Péronne à 100 francs d'amende ; il fit appel. Le 22 avril 1850, une perquisition fit découvrir à son domicile des tracts de propagande socialiste. De nouveau arrêté, CHEVALIER fut condamné à six mois de prison. Expulsé ensuite du territoire français, il ne put regagner Amiens que trois ans plus tard, après avoir été gracié par Napoléon III.

II - PERIODE 1864 - 1914

La matière des cent quatre vingt cinq biographies recensées pour cette période (soixante-huit pour l'Aisne, quarante six pour l'Oise, soixante et onze pour la Somme) apparaît singulièrement plus dense et plus diversifiée que la précédente. C'est qu'à travers les destinées individuelles se profile cette fois, sur la toile de fond de l'histoire ouvrière, l'éventail des structures d'un véritable mouvement (syndicats, partis, coopératives) et de ses diverses manifestations (congrès, visées électorales, presse, grèves, etc ...).

La participation ouvrière devient également prépondérante.

1. L'INTERNATIONALE OUVRIERE

C'est à Amiens qu'on trouve trace de la création, en 1867, d'une section de "l'Association internationale des travailleurs", née des contacts noués en 1864, à l'exposition universelle de Londres, entre des ouvriers français et anglais. Cette section qui comptait douze membres (dont onze ouvriers), avait été fondée à l'instigation de Frédéric PETIT, un fabricant de velours de la ville (celui-ci allait par la suite contribuer à la création de plusieurs sociétés coopératives, devenir conseiller général, maire d'Amiens et sénateur de la Somme).

De même que dans d'autres villes françaises où des sections de l'Internationale avaient vu le jour, cette création fut sans lendemain car l'Association allait bientôt périr de ses déchirements internes, en 1872 (lutte entre marxistes et bakouninistes).

2. LES PREMIERS CONGRES OUVRIERS

La répression qui suit la Commune de Paris a pour conséquence une certaine stagnation du mouvement ouvrier naissant et c'est seulement en 1876 que se tient à Paris, rue d'Arras, le premier congrès ouvrier ; il rassemble trois cent cinquante délégués parisiens ou venus de province.

Ce congrès qui recueille les éloges de la presse conservatrice pour sa modération, affirme notamment sa volonté d'indépendance, non seulement à l'égard de l'Etat mais également de l'idéologie socialiste.

Sont présents sept délégués de Mouy (Oise), dont le docteur BAUDON, le futur-député-maire de cette ville, le pharmacien Charles MOISON, ancien déporté politique qui deviendra par la suite conseiller général, un ouvrier de Cuvilly (Oise) et un artisan de Saint-Quentin (Aisne). L'ouvrier fileur FOURNIVAL de Mouy, désigné par ses camarades, ne s'était pas rendu au congrès, alléguant son manque d'instruction ...

Cependant, sous l'influence de Jules GUESDE qui, en 1877, lance le journal collectiviste l'Egalité, la propagande socialiste, inspirée de la doctrine de MARX, pénètre dans les chambres syndicales (le fameux Manifeste communiste publié en 1848 n'avait pas eu jusque là beaucoup d'écho), à telle enseigne que le congrès ouvrier de Marseille de 1879 adopte une motion collectiviste. A ce même congrès de Marseille, les guesdistes décident la constitution d'un parti politique, la Fédération du parti des travailleurs socialistes de France, plus communément appelé Parti ouvrier (P.O.)

Le congrès de Marseille de 1879 clôt en quelque sorte la phase corporative du mouvement ouvrier, puisqu'à côté des chambres syndicales s'affirme maintenant une organisation politique qui détient en propre un programme et une stratégie (pour les guesdistes, dont le crédo est l'expropriation de la classe capitaliste, l'action politique prime l'action syndicale, ce qui les conduit même à récuser la grève).

MUSEUX, poète populaire, auteur d'un ouvrage sur Eugène POTTIER, le créateur de "L'Internationale", est considéré comme l'un des premiers socialistes de l'Aisne, ayant participé au congrès de Marseille dont il approuva les résolutions.

En 1880, l'Egalité mentionne l'appartenance de DUFOUR (mandaté pour recueillir les premières adhésions au nouveau parti) au premier groupement socialiste de Saint-Quentin, "Les Plébéiens".

3. L'IMPLANTATION SOCIALISTE

3.1. Le temps des fractions (1879-1901)

Des tendances contradictoires ne tardent pas à surgir au sein du nouveau parti. Au congrès de Saint-Etienne, en 1882, les guesdistes se heurtent à une majorité qui leur reproche leur centralisme et leur dogmatisme. Ils font alors sécession et créent le Parti ouvrier français (P.O.F.), qui se dotera en 1886 d'une organisation syndicale satellite, la Fédération des groupes corporatifs.

Quant à la majorité du congrès, avec JOFFRIN, elle se rassemble dans la Fédération des travailleurs socialistes de France (F.T.S.F.). Ceux qu'on appelle les "possibilistes" ou encore les "broussistes" (du nom de Paul BROUSSE, l'un de leurs leaders) se réclament d'un socialisme plus évolutif que révolutionnaire (figurent notamment à leur programme la reprise par l'Etat des institutions de crédit, des chemins de fer, des mines et des canaux, des grands établissements sidérurgiques, etc ...)

Mais la Fédération des travailleurs socialistes de France éclate à son tour au congrès de Châtellerauld en 1890 : une minorité ouvrière, sous la direction d'ALLEMANE (d'où le nom d'"allemanistes"), crée le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (P.O.S.R.) qui affirme la volonté d'émancipation ouvrière par l'action syndicale et communale conjuguées (les allemanistes sont assez anti-parlementaires).

La division des socialistes s'exprime encore : d'une part, avec la présence des disciples du vieux révolutionnaire BLANQUI (celui-ci meurt en 1880) qui se regroupent autour d'Edouard VAILLANT et, d'autre part, avec le mouvement des socialistes indépendants qui, avec JAURES, prônent l'action législative dans le domaine social et économique.

Ces différentes fractions se combattent avec acharnement jusqu'aux dernières années du siècle où commencent seulement à s'esquisser entre elles plusieurs tentatives de rapprochement. Car, en dépit de leurs divisions, les socialistes connaissent des succès électoraux. En 1893, ils obtiennent cinquante sièges à la Chambre. Les élections municipales de 1896 leur sont également favorables, de sorte qu'au banquet de Saint-Mandé qui célèbre ce succès, MILLERAND propose l'union de tous les socialistes.

Celle-ci sera retardée par les différentes prises de position des uns et des autres dans l'affaire DREYFUS en 1898, et surtout en raison de l'entrée de MILLERAND, en 1899, aux côtés du général de GALLIFET (l'ancien commandant des troupes versaillaises pendant la Commune), dans le gouvernement de défense républicaine de WALDECK-ROUSSEAU.

Néanmoins, deux congrès "de l'unité" auront lieu : le congrès "JAPY" de décembre 1899 et le congrès "WAGRAM" de septembre 1900, qui ne donneront cependant pas de résultat concret immédiat.

La résonance de ces péripéties nationales s'exprime avec plus ou moins de relief au niveau de nos trois départements picards. Les renseignements figurant dans les biographies des militants : dates de constitution de groupes locaux, représentation de ces groupes dans les congrès, en particulier aux congrès "JAPY" et "WAGRAM" qui précèdent l'unité, donnent une certaine idée de la localisation et du rythme de l'implantation socialiste dans ces départements durant le dernier quart du siècle.

L'existence d'un groupe "possibiliste" à Saint-Quentin est attestée par la présence d'un délégué (LECLOUAREC représentant le syndicat des brodeurs) au congrès de la F.T.S.F. à Rennes en 1884.

Toujours à Saint-Quentin apparût, avant l'heure semble-t-il, une tentative unificatrice avec la fondation en 1887 d'un groupe d'études sociales où voisinent des socialistes de toutes tendances.

En 1892, ARCÈS-SACRE, auteur des Lois du socialisme, représente le groupe d'études sociales de NAUROY (Aisne) au congrès P.O.S.R. de St-Quentin. En 1898, BARTHES de St Quentin fonde un groupe P.O.F.

Au congrès "JAPY" de 1899 sont présents : GARBE de Saint-Quentin, Léon RINGUIER (fils), futur député, porteur des mandats de trois syndicats de Saint-Quentin (mécaniciens, tisseurs, tullistes) ; trois représentants de la deuxième circonscription de Vervins, dont Joseph FOURNIÈRE, qui y a été élu député l'année précédente ; celui-ci, après s'être tenu longtemps en dehors de la mêlée des groupes rivaux, vient de se retrouver avec MILLERAND, VIVIANI et JAURES à la Fédération des socialistes indépendants : ensuite un représentant du groupe socialiste de Guise, BERDOUILLARD, futur maire de la ville ; enfin un représentant du groupe ouvrier de Nogent - L'Artaud (ROMAGNE, guesdiste).

Au congrès "WAGRAM" de 1900, on retrouve Léon RINGUIER qui représente, outre la circonscription de Saint-Quentin, les groupes socialistes de Haucourt et de Homblières. Il convient également de retenir la présence du docteur LODDE, représentant le "Cercle libre d'études sociales" de la Fère-en-Tardenois, de RINGUAY, délégué de l' "Union socialiste" de Saint-Quentin (groupe de la toute récente "Fédération automne"), de TUROT, porteur des mandats de trois syndicats, d'un groupe socialiste de Saint-Quentin et du "comité socialiste" de Morcourt ; enfin celle d'un délégué de la "jeunesse socialiste" de Lesquielles-Saint-Germain, d'inspiration blanquiste (GAGNIER).

Dans l'Oise, les premiers groupes socialistes apparaissent vers 1890, sous l'impulsion de Gédéon JEAN, un ancien communard fixé dans la région de Creil, et d'Edouard FORTIN, un proche collaborateur de Jules GUESDE.

Dès 1891, le jeune COMPERE-MOREL, un horticulteur de BRETEUIL-SUR-NOYE, organise également plusieurs groupes guesdistes.

En 1900, au congrès "JAPY", les groupes P.O.F. de Creil et de Nogent-les-Vierges sont représentés par les syndicalistes Alexandre ANDRIEUX et Auguste GENIE ainsi que par FORTIN, tandis que GIRARD, instituteur à Estrées-St-Denis, seul délégué de l'Oise du P.O.S.R., est mandaté par le groupe de Trie-le-Château. Quant à TROUVAIN, le futur secrétaire de la Fédération socialiste de l'Oise (de 1904 à 1906), il représente les groupes P.O.F. de Cauvigny et de Hermes. En 1900, à "Wagram", sont présents : ANDRIEUX porteur des mêmes mandats qu'à "JAPY" (auxquels s'ajoute celui du groupe de Montataire) et un délégué du comité républicain socialiste de Roye-sur-Matz, adhérant à la Fédération socia-

liste révolutionnaire (groupe indépendant constitué au moment des dissensions nées de l'affaire DREYFUS).

A noter aussi que vers 1900, BOURREE fonde "L'Aurore sociale", groupe socialiste de Mouy, adhérent au P.O.F. qui rassemble jusqu'à deux cents adhérents.

La F.T.S.F. (possibilistes) apparaît dans la Somme au moins à partir de 1883 (VAIDY est délégué du groupe "de la Paix" d'Amiens au congrès de Paris). L'année suivante, le même groupe d'Amiens est présent au congrès de Rennes de cette Fédération en la personne de CHINAULT, délégué des serruriers, de THOMAS, délégué de l'"Union des Travailleurs de la Somme" et de VAIDY déjà nommé.

En 1890, BESSE, un ancien "possibiliste" devenu guesdiste, représente le groupe d'Amiens du P.O.F. au congrès de Lille.

A Abbeville, en 1898, ROSSELIN, professeur au collège, fonde un groupe P.O.F. après une conférence de Jules GUESDE.

En 1899, à "JAPY", BONNET est délégué par la "Jeunesse socialiste" d'Amiens, affiliée au P.O.F. ; DUTILLOY représente la "Ligue socialiste et ouvrière" d'Amiens, adhérent aux groupements indépendants ; LAURENT est mandaté par la section du P.O.F. d'Abbeville.

En 1900, à "WAGRAM", CHATEAU porte les mandats des trois groupes de la "Fédération socialiste révolutionnaire" qui viennent d'être constitués : ceux d'Escarbotin, de Tully et du Vimeu ; LAURENT représente la section P.O.F. de Saint-Valéry ; FAUGA est délégué par trois groupes allemands appartenant à la Fédération du P.O.S.R. nouvellement créée dont il est le secrétaire ; TRIBOULET représente "La Maison du peuple" d'Abbeville adhérent au P.O.F., ainsi que les sections P.O.F. d'Abbeville et de Pont-Rémy.

3.2. La S.F.I.O.

Au congrès de Lyon de 1901, des rapprochements s'opèrent : les guesdistes et les blanquistes, hostiles à la participation socialiste à un gouvernement bourgeois, décident de s'unir dans le Parti Socialiste de France (P.S. de F.), tandis que les jauressiens et les allemands, qui acceptent la participation de MILLERAND au gouvernement de WALDECK-ROUSSEAU, constituent le Parti Socialiste français (P.S.F.)

Paradoxalement, c'est sous l'impératif de "L'Internationale d'Amsterdam" de 1904 : "toutes les fractions socialistes ont l'impérieux devoir de travailler à l'unité sur la base des principes de "L'Internationale", qu'au congrès de Paris de la "Salle du Globe", en avril 1905, les deux partis s'entendent sur un texte unitaire créant la Section française de l'Internationale ouvrière (S.F.I.O.)

Les remous qui préludent à l'unification des tendances au plan national se reflètent au plan régional.

En 1902, les groupes de l'Aisne sont représentés au congrès de Tours du Parti socialiste français. Dans l'Oise, la Fédération du P.O.F. qui s'est constituée au mois de décembre 1901, avec la réunion des groupes guesdistes, blanquistes et autonomes, rejoint le Parti socialiste de France.

Dans la Somme, après le congrès du P.S.F. de Bordeaux de 1902 qui "absout" MILLERAND, la Fédération Départementale, qui s'était d'abord ralliée au nouveau parti, s'en retire pour entrer dans l'autonomie jusqu'à l'unité de 1905.

Entre 1905 et 1914, le nombre des adhérents des trois fédérations départementales passe de 1569 à 2594 (1) et celles-ci sont représentées aux congrès nationaux de la S.F.I.O. : Châlon-sur-Saône (1905), Limoges (1906), Nancy (1907), Toulouse (1908), Saint-Etienne (1909), Nîmes et Paris (1910), Saint-Quentin (1911), Lyon (1912), Brest (1913), Amiens (1914).

3.3. Les résultats aux élections

Certes, la traduction électorale de l'implantation socialiste dans les trois départements picards ne se manifeste avec netteté qu'après l'avènement de la S.F.I.O. ; elle est cependant déjà perceptible auparavant, notamment dans les centres ouvriers.

En 1889, Léon RINGUIER (père), candidat aux législatives dans l'arrondissement de Soissons, recueille 3437 voix sur 14.128 suffrages exprimés, en affichant le programme du Parti ouvrier.

En 1893, Jules BRAUT, militant socialiste, manque de peu le siège de député de la première circonscription de Saint-Quentin, avec 6550 voix au scrutin de ballottage, contre 6.776 au candidat progressiste HUGUES qui est élu. Mieux, en 1898, le professeur Joseph FOURNIERE, l'un des premiers compagnons de Jules GUESDE, est élu au premier tour député de l'Aisne dans la deuxième circonscription de Vervins.

Sur le plan communal, sont également significatives l'élection du docteur CAULIER comme maire de Saint-Quentin en 1900 (l'intéressé était déjà conseiller municipal depuis 1896 et conseiller général depuis 1898) et celle du socialiste BERDOUILLARD comme maire de Guise en 1904.

En 1887, le Docteur BAUDON, conseiller général depuis 1883, est élu maire de Mouy ; il sera également député de 1897 à 1906.

Le même année 1887, le guesdiste Edouard FORTIN est élu conseiller municipal de Beauvais. En 1893, l'ouvrier métallurgiste Auguste GENIE, futur maire et conseiller d'arrondissement, est élu conseiller municipal de Montataire.

En 1898, l'ouvrier mécanicien Alexandre ANDRIEUX obtient 2711 voix sur 9811 aux élections législatives de Creil (dont 508 et 495 dans les centres de Creil et Montataire) ; quant à HULOT et COMPERE-MOREL, ils recueillent respectivement 3589 et 2656 voix dans les arrondissements de Compiègne et de Clermont (le second en obtiendra 3505 en 1906).

Le même COMPERE-MOREL est élu maire de BRETEUIL-SUR-NOYE en 1904.

A Amiens, en 1900, l'ouvrier typographe Adolphe LECOINTE, le futur maire de la ville, entre au conseil municipal. Le 14 décembre 1902, à l'occasion d'une élection complémentaire, l'employé de la Compagnie des chemins de fer du Nord, Jules MALBRANQUE, entre également à la mairie d'Amiens avec toute la liste socialiste (à une exception près).

En 1901, c'est l'ouvrier teinturier d'Amiens, Simon GAILLET qui, battu l'année d'avant aux législatives, est élu conseiller d'arrondissement.

Après 1905, on peut effectivement parler de poussée socialiste. Aux législatives de 1906, pour les trois départements, les dix-neuf candidats de la S.F.I.O., bien que n'enlevant aucun siège, recueillent 49.206 suffrages, ce qui représente en moyenne 10 % du nombre des électeurs inscrits (10 à 15 % dans la Somme, 1 à 5 % dans l'Oise). (2)

(1) Aisne : 895 - Oise : 669 - Somme : 1030

(2) cf. Histoire de la Picardie, PRIVAT éditeur, 1974

Parmi les résultats les plus marquants, ceux obtenus par quelques personnalités du nouveau parti, de 1906 à 1914 :

- L'avocat Jean LONGUET, petit-fils de Karl MARX (il jouera un rôle éminent, durant et après la guerre de 1914, dans les instances dirigeantes de la S.F.I.O.), l'artisan des progrès de la Fédération socialiste de l'Aisne, qui en fait son porte-parole à trois reprises aux élections législatives : dans la circonscription rurale de Guise où il obtient en 1906, 3706 voix (sur 12.400 suffrages exprimés) et en 1910, 3617 voix (contre 3817 à l'élus radical), ensuite dans la troisième circonscription de Laon où, à l'occasion d'une partielle, il recueille en 1912, 4611 voix contre 8733 à l'élus conservateur, obtenant toutefois la majorité dans les centres ouvriers de Tergnier et de Saint-Quentin ;
- CHOBEAUX, employé des P.T.T., obtient 1541 voix aux législatives de 1906 dans la deuxième circonscription de Laon et en 1910, 1585 voix dans l'arrondissement de Soissons.
- NORDET, professeur au Lycée de Saint-Quentin, maire de la ville de 1908 à 1912 ;
- Léon RINGUIER (fils), ancien typographe, enlève en 1910 le siège de député de la première circonscription de Saint-Quentin, en triomphant au second tour du candidat conservateur, l'abbé BORDON curé d'Ivry, alors célèbre sous le surnom de "curé ravageur" (le même Léon RINGUIER avait été élu en 1908 conseiller général) ;
- VASSEUR de Bohain, élu conseiller général en 1910 par 2600 voix sur 5100 votants ;
- MERELLE, employé de tissage entre en 1912, avec toute la liste socialiste à la mairie de Bohain, cité ouvrière à forte population de tisseurs ;
- DEGUISE, journaliste, est élu député dans la deuxième circonscription de Saint-Quentin en 1914, par 7635 voix contre 7085 au candidat de droite DESJARDINS.
- Le docteur COSTES de Montataire recueille aux législatives de 1905, dans la deuxième circonscription de Senlis, 1437 suffrages (dont 513 à Montataire, 251 à Creil, 158 à Nogent), contre 6.600 au candidat de droite et 3.700 au radical ;
- GENIE, candidat aux législatives de 1910 dans l'arrondissement de Compiègne, obtient 1142 voix (dont 543 à Montataire, encore que ses adversaires modéré et radical y totalisent respectivement dans cette ville 659 et 202 voix).
- Charles DEMOULIN, fonctionnaire aux archives, obtient aux législatives de 1914, dans l'arrondissement de Clermont, 3771 voix, mettant ainsi en ballottage le candidat conservateur DELPIERRE ; tandis qu'à Compiègne, le monteur des P.T.T. Albert HERAUDE (futur conseiller général et maire de Beauvais) obtient 1089 voix qui font élire au second tour le candidat radical contre le conservateur FOURNIER-SARLOVEZE.
- Adolphe LECOINTE qui, en 1906, n'avait obtenu que 5989 voix, enlève en 1910, dans une élection partielle, le siège de député de la première circonscription d'Amiens par 11.018 voix sur 26.950 inscrits, contre 6.922 à son concurrent conservateur. Il sera réélu en 1911 au premier tour avec 12.208 voix sur 28.129 inscrits et, en 1914, au scrutin de ballottage avec 11.773 voix sur 28.405 inscrits.

Aux législatives de 1910, ROSSELIN obtient 4.067 voix dans l'arrondissement de Doullens ; le docteur HAZEMANN en recueille 3.170, en 1914, dans l'arrondissement de Péronne.

4. LE DEVELOPPEMENT DES SYNDICATS

Alors que la composante politique du mouvement ouvrier se livrait à la division, les syndicats (notamment à partir de la promulgation de la loi de 1884 qui les autorisait) se multipliaient et cherchaient à s'unir. Dès 1887, ils commencèrent à se grouper dans les Bourses du Travail qui, en 1892, au congrès de Saint-Etienne, créèrent leur propre fédération.

L'affranchissement progressif des syndicats de la tutelle guesdiste (le Parti ouvrier ne reconnaissait pas au syndicalisme de valeur révolutionnaire propre et entendait s'en servir comme d'un adjuvant de propagande et d'agitation) fut consommé au congrès de Nantes de 1894, dont les guesdistes se retirèrent, après l'adoption par la majorité du principe de la grève générale.

L'année 1895 verra la constitution de la Confédération générale du travail (la C.G.T.) qui adoptera en 1906 un texte demeuré célèbre sous le nom de "Charte d'Amiens", affirmant l'indépendance des syndicats vis à vis de l'Etat et des partis politiques.

Jusqu'à la guerre de 1914, les congrès successifs de la C.G.T. ne cesseront d'apporter à l'organisation des améliorations de structures, dont celle importante, décidée au congrès du Havre de 1912, de la création des unions départementales de syndicats qui prendront désormais le pas sur les Bourses du travail.

Les mentions relevées dans les biographies, quant au rôle joué par les militants, notamment leur participation aux grèves ou aux congrès, sont des indicatifs intéressants sur la physionomie générale du mouvement au niveau départemental et local.

Notons ainsi, qu'en 1878, l'ouvrier tulliste Jean-Baptiste LANGRAND, de Saint-Quentin, après avoir dirigé une grève devient secrétaire du syndicat local des fileurs et tisseurs avant la lettre.

En 1886, MONFOURNY représente les brodeurs de Saint-Quentin au congrès corporatif de la Fédération nationale des syndicats, d'obédience guesdiste, à Lyon.

L'année 1901 voit la fondation de la Bourse du Travail de Saint-Quentin qui adhère à la C.G.T. ; elle se fera représenter dans la plupart des congrès de la Confédération.

En 1908, FAURE, délégué au congrès de la C.G.T. de Marseille, est mandaté par le syndicat des ouvriers agricoles de Bohain-en-Vermandois, un syndicat de bûcherons et deux syndicats de chemin de fer.

En 1913, CHARPENTIER, ouvrier typographe de Soissons, prend une part active à la création de l' "Union départementale des syndicats de l'Aisne" lors du congrès de Saint-Quentin.

Dans l'Oise, dès 1886, Auguste GENIE, qui, pendant un demi-siècle, militera sur tous les plans (politique, syndical, coopératif) dans la ville de Montataire, fonde un syndicat des ouvriers métallurgistes dont il est le secrétaire. Congédié de l'usine où il travaillait, il s'établit marchand de vins et poursuit son action.

En 1894, BERNARD de Beauvais assiste au congrès de la Fédération de Bourses du Travail de Lyon.

En 1895, KLEMCZYNSKI, dessinateur à la Compagnie des Chemins de Fer du Nord, participe à la création à Beauvais d'une section du Syndicat national des chemins de fer, ce qui lui vaut d'être révoqué. Cette brimade est le point de départ d'une vie entière consacrée à la propagande syndicale et socialiste, notamment dans l'Oise où KLEMCZYNSKI est de 1901 à 1908 secrétaire de l'Union départementale des syndicats, créée à son instigation.

Il semble que l'association des tabletiers en nacre de Méru existe avant 1896 (CORDIER, secrétaire de la Fédération des Bourses du Travail de 1893 à 1895, en fut l'un des fondateurs).

A noter aussi, la présence avant 1900 d'un syndicat de la brosse à Tracy-le-Mont, d'un syndicat des ouvriers des scieries mécaniques à Hermes et d'un syndicat du meuble à Crépy en Valois.

De 1907 à 1910, Stanislas DEGREMONT anime le Syndicat des tabletiers du Mesnil-Théribus, avant de devenir secrétaire général du Syndicat des tabletiers de l'Oise.

Dans l'enseignement, Maurice DOMMANGET et sa femme font figure de pionniers du syndicalisme des instituteurs dans l'Oise, en signant en 1912 le "Manifeste des instituteurs syndiqués", ce qui leur vaut une sanction disciplinaire ; en juin 1914, la section syndicale des instituteurs de ce département est créée.

A Amiens, en 1893, à la suite d'une grève victorieuse, les ouvriers du textile créent une chambre syndicale ; de leur côté, les syndicats des mouleurs, des cordonniers, des typographes, des teinturiers et des ouvriers en voiture participent à "l'Union coopérative d'Amiens" fondée l'année précédente.

L'année 1895 est marquée par la création de la Bourse du Travail d'Amiens. Auguste CLEUET en sera le secrétaire général à partir de 1905 ; ce militant est à cette époque un représentant influent, au sein du mouvement syndical français, de la tendance réformiste opposée à celle des syndicalistes révolutionnaires.

Il existe également à Amiens, en 1900, une section de la Fédération du livre dont Auguste LECOINTE est le président. La chambre syndicale des "travailleurs sur cuivre de la région picarde du Vimeu" se fait représenter au congrès socialiste de 1900 à la salle "WAGRAM".

Fin 1908, l'Union des Syndicats ouvriers d'Abbeville devient Bourse du Travail.

La seule femme syndicaliste de notre "échantillon" est Alice DELUCHEUX, qui représente les ouvrières de l'habillement aux congrès de la C.G.T. d'Amiens de 1906 et du Havre de 1912 ; un article de cette militante sur l'émancipation des femmes a été publié par La Bataille syndicaliste du 1er décembre 1911.

5. LE MOUVEMENT COOPERATIF

Sous l'impulsion de quelques pionniers, dont le professeur d'économie politique Charles GIDE qui, vers 1885, élabore sa doctrine de l'émancipation ouvrière par la coopération, de nombreuses coopératives de production et de consommation voient le jour à la fin du siècle ; elles se groupent dans une Union nationale.

Parmi les pionniers de la coopération en Picardie se détachent les figures de GODIN, le fondateur du "Familistère" de Guise et de son collaborateur BERNARDOT que GODIN avait chargé d'études sur la coopération et la participation aux bénéfices. Au nombre des réalisations destinées à la satisfaction des besoins des habitants du "Palais social" de Guise se trouvaient les magasins coopératifs d'approvisionnement.

Nous avons également trouvé trace, pour la période considérée, de l'existence d'autres coopératives :

- La "Boulangerie coopérative de Saint-Quentin", fondée en 1897 et dont le nombre de familles adhérentes passe en 10 ans de 700 à 1600 ;
- "L'Espérance" de Château-Thierry, fondée en 1902, qui devient plus tard "L'Union des coopératives de Champagne" ;
- "La Solidarité ternoise" de Quessy ;
- "La Boulangerie coopérative de Prémont", fondée en 1905 ;
- "La Prolétarienne" de Breteuil-sur-Noye, fondée en 1890 ;
- "L'Egalitaire" de Montataire, fondée en 1893 ;
- "La Grande Famille" de Mouy, fondée en 1900 ;
- "L'Union prolétarienne" de Beauvais, fondée en 1911 ;
- "L'Union coopérative d'Amiens", fondée en 1892 à l'initiative des syndicats, pour la défense du pouvoir d'achat des salariés sous la forme d'une association exclusivement réservée aux ouvriers ; en 1914, elle était devenu l'une des plus importantes coopératives du pays et le centre d'une Fédération régionale ;
- "La Brasserie coopérative de Roisel", fondée en 1899 ;
- "La Société coopérative de production à bases socialistes", cordonnerie ouvrière fondée en 1906 qui fut reprise en 1910, alors qu'elle était devenue une véritable manufacture employant plus de trente ouvriers, par "Le Magasin de gros des coopérateurs" ;
- "La coopérative de Moreuil".

6. GREVES ET MANIFESTATIONS DIVERSES

En avril 1893, une grève éclate dans la cordonnerie à Amiens. S'étant prolongée, elle entraîne d'autres corporations, provoque des remous dans l'opinion et attire d'importantes forces de police. Le 28 avril, au cours d'une manifestation dans le quartier Saint-Leu, le délégué de la Bourse du Travail de Paris est arrêté. Traduit en correctionnelle, il est condamné à trois mois de prison et à la déchéance de ses droits civiques. La lourdeur de la peine provoque l'indignation d'un jeune journaliste, Charles VERECQUE qui, dans le Travailleur Picard, s'en prend violemment au procureur de la République ; il écope à son tour un mois de prison pour outrage à magistrat ...

Pour les ouvriers du textile, au contraire, cette grève est bénéfique. Après trois jours d'interruption de travail, ils obtiennent de leurs patrons une augmentation de sept à huit francs par semaine. Mais les employeurs reviennent sur leurs engagements et la grève reprend. Finalement, les ouvriers obtiennent une nouvelle augmentation de deux francs. Aussitôt après la fin de la grève, ils s'organisent en chambre syndicale.

En 1902, dans l'Oise, c'est la grève des tisseurs d'Ourscamps, où KLEMCZYNSKI, secrétaire de l'Union départementale des syndicats, joue un grand rôle.

En avril 1909, la grève des boutonniers de Méru et sa répression sanglante mobilisent l'attention.

En août 1911, une agitation contre la vie chère débute à Maubeuge et Saint-Quentin et se propage dans l'Oise, à Creil notamment. Les 11, 12 et 13 Septembre, plusieurs milliers de manifestants défilent dans la ville. Il se produit des bagarres avec charges de cavalerie ; des barricades sont même dressées. A Nogent-sur-Oise, un ouvrier grièvement blessé d'un coup de sabre meurt quelques jours plus tard. A la suite de ces événements, auxquels il a activement participé, le militant syndicaliste révolutionnaire, LEROUX de Creil, comparait devant la cour d'assises de l'Oise qui le condamne à six mois de prison.

7. LA PRESSE OUVRIERE

Nous pouvons mentionner :

- L'Aube sociale d'Hirson, paraissant en 1913 ;
- L'Aurore sociale de Saint-Quentin, hebdomadaire de la Fédération socialiste publié de 1912 à 1914 ;
- L'Avant-Garde, organe de la Fédération des groupes républicains radicaux-socialistes, ouvriers et agricoles de Saint-Quentin et de l'Aisne (de 1893 à 1901) ;
- Le Bulletin officiel de la Bourse du Travail et de l'Union départementale des chambres syndicales de l'Aisne (à partir de 1901) ;
- Combat de Saint-Quentin, hebdomadaire de l'Union socialiste de Saint-Quentin et du département de l'Aisne (de 1899 à 1924) ;
- La Défense des Travailleurs (vers 1890) ;
- L'Echo du Soissonnais, organe de la démocratie radicale qui prit en 1889 l'étiquette socialiste sous l'influence de Léon RINGUIER (père) : il parut de 1881 à 1911, d'abord le jeudi et le dimanche puis, à partir de 1887, les mercredi, jeudi et vendredi ;
- La voix du peuple, hebdomadaire socialiste de Saint-Quentin (années 1896-1897) ;
- Le courrier politique de l'Oise, organe radical (vers 1900) ;
- Le Prolétaire de l'Oise, qui succède au Travailleur de l'Oise en 1912 ;
- La Société Nouvelle, mensuel (1895-1896) ;
- Le Travailleur de l'Oise, hebdomadaire, fondé par COMPERE MOREL en 1900 ; (celui-ci en était le propriétaire et le directeur ; en 1909, après son élection comme député du Gard, COMPERE MOREL remit le Travailleur à la Fédération Socialiste de l'Oise qui le publia jusqu'en 1912) ;
- La vie ouvrière, fondée le 1er Octobre 1907 à Beauvais ;
(Pour le département de la Somme)
- L'Action sociale (vers 1903-1904) ;
- L'Avant-Garde (vers 1901-1902) ;
- Le Cri du peuple, organe de la Fédération socialiste (1902-1907) ;

- Le Cri du travailleur (vers 1890-1892) ;
- Germinal, journal anarchiste édité à Amiens du 19 novembre 1904 au 8 novembre 1913 (il compte 356 numéros) ;
- Le Peuple picard (vers 1890-1892) ;
- Le Réveil de la Somme (vers 1890-1892) ;
- Le Réveil syndical, organe de la Bourse du Travail d'Amiens (vers 1899-1905) ;
- Le Travailleur Picard, organe des syndicats et des groupes du P.O.F. de la Somme (apparu vers 1891, il semble exister encore en 1899).

Si incomplet soit-il (nous en avons donné les raisons en préambule du présent exposé), ce survol de l'histoire ouvrière des trois départements picards fait néanmoins ressortir les linéaments d'un mouvement qui, issu des brumes de l'utopie généreuse de certains penseurs, diversifiées institutions : parti, syndicat, coopérative, en fonction des différents terrains sur lesquels il entend affirmer sa présence : politique, social, économique.

Nous ne pouvons que souhaiter que ces premiers jalons soient le point de départ de nouvelles pistes de recherche, pour le plus grand profit de tous ceux qui s'intéressent à cette branche particulière de l'histoire sociale.



JB. GODIN, fondateur du Familistère de GUISE